





Rencontre Territoire Engagé Transition Ecologique

Alimentation durable et gaspillage alimentaire : comprendre les outils et engager mon territoire ?

Marseille, Provence-Alpes Côte d'Azur Journée n°2 | 2 avril 2025









Bienvenue à cette Rencontre!

CO'ALIM







Règles du jeu

- → Assurer sa présence pendant tout le temps de la Rencontre
- → Écouter avec attention, parler avec intention
- → Fermer son PC et son téléphone (pour une fois vous n'en aurez pas besoin!)









Planning

Formation divisée en 4 demijournées :

Module 1 : les enjeux de l'alimentation durable et leviers d'action

Module 2 : les outils de lutte contre le gaspillage alimentaire

Module 3 : les outils de gestion et démarches territoriales

Module 4: les leviers pour une alimentation durable en restauration collective









Programme du jour

Séquence 1

9h30 - 10h50

Présentation de l'étude régionale et des outils de gestion de PAT Séquence 2

11h05 - 12h15

Atelier de mise en pratique d'initiatives de PAT Séquence 3

14h00 - 14h55

Les enjeux et outils de gestion de la restauration collective

Séquence 4

15h10 - 16h45

Témoignages et conclusion

18/04/2025

Page

5







3

L'accompagnement des démarches territoriales

- Présentation de l'étude régionale
- Présentation des outils de gestion et témoignage
- Atelier de mise en pratique









Quel accompagnement pour mes démarches territoriales ?











J'ai une grande connaissance des démarches territoriales en lien avec l'alimentation durable en place sur mon territoire



Complètement d'accord

Pas du tout d'accord



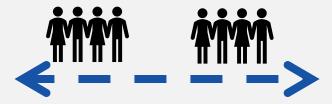








Je suis au clair sur les étapes de lancement d'un PAT et sur son suivi



Complètement d'accord

Pas du tout d'accord





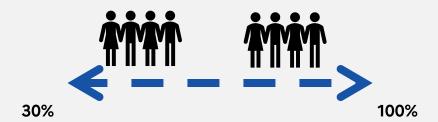








Pour vous quel pourcentage de PAT est porté par des EPCI sur les 450 répertoriés aujourd'hui?





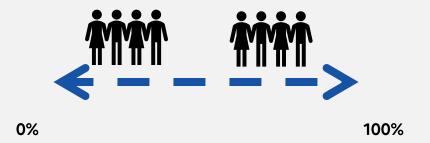








D'après vous quelle est la proportion de la population française couverte par un PAT?





Fraternité

La Co'Alim : accompagnement des projets d'alimentation durable en Provence Alpes Côte d'Azur



Depuis 2019, cette communauté de travail regroupe 6 partenaires :



Liberté Égalité Fraternité











Un mode de fonctionnement structuré ...

- Mutualisation des appels à projets sur l'alimentation durable (AAP PNA, AAP Mieux Manger pour Tous, AMI Lutte contre le gaspillage alimentaire...)
- Réunions mensuelles, concertation, unité

... pour:

- Construire une **politique cohérente et intégrale** de l'alimentation durable en région PACA
- Réunir des compétences complémentaires pour une approche systémique de l'alimentation durable
- Favoriser le partage d'informations et de ressources
- Améliorer l'interconnaissance entre institutions pour faire émerger le consensus
- Améliorer l'efficience sur le long-terme pour les porteurs de projets comme pour les instructeurs
- Rendre les aides publiques plus efficientes grâce à la concertation des différents financeurs



Égalité Fraternité

Les réseaux régionaux en appui aux thématiques du Programme National de l'Alimentation (PNA) en Provence Alpes Côte d'Azur



GRAINE

PROVENCE-ALPES

EDUC'Alim

Réseau régional de l'éducation à l'alimentation et au goût

3 axes thématiques du PNA

Justice sociale

Lutte contre le gaspillage alimentaire

Éducation alimentaire

Animatrices:

Hélène MILAN (CRES)

helene.milan@cres-paca.org

Claire PIERRARD (GRAINE)

clairepierrard@grainepaca.org

RÉGAL'EM
RÉSEAU POUR ÉVITER LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

<u>Animatrice</u>: Manon PULLIAT mpulliat@sud.lacoopagri.coop

2 leviers transversaux

Animatrice: Sandrine FAURE

sandrine.faure-zarattin@orange.fr

PREC'Alim

Réseau Régional de Lutte contre la

Précarité Alimentaire

Projets Alimentaires Territoriaux

Restauration collective

Réseau Régional des PAT









Animatrice: Christel FRANCART

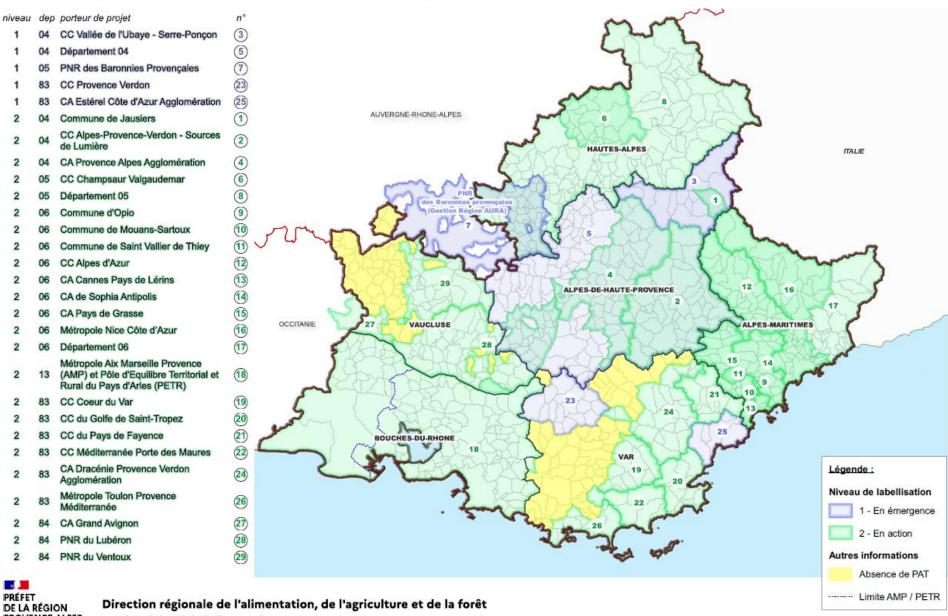
cfrancart@maregionsud.fr

Des plateformes collaboratives thématiques (Intr'ADEME) associées :

- Alimentation durable charlie.chauffert@mouans-sartoux.net (poste relais ADEME)
- Lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaire mpulliat@sud.lacoopagri.coop
- Lutte contre la précarité alimentaire sandrine.faure-zarattin@orange.fr

Accès sur demande d'inscription auprès des animatrices

Les 29 Projets Alimentaires Territoriaux en région PACA (2025) par niveau de labellisation



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

Service régional de l'alimentation

Sources: DRAAF PACA - 05 février 2025 / ©IGN: AdminExpress®



Les champs d'intervention des structures membres de la

Alim

Liberté Égalité Fraternité

- ADEME Agence de la transition écologique
 - Environnement, Climat, Energie, Développement Durable, Economie circulaire
 - Entreprises, collectivités locales, pouvoirs publics, grand public
- ARS Agence Régionale de Santé
 - · Prévenir, Soigner, Accompagner

- DRAAF Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
 - Alimentation, Economie & Développement Durable des territoires, Enseignement agricole, France Agrimer (aides, données, dialoque)
 - Exploitations agricoles, Agroalimentaire, Forêt et Bois
- DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
 - Climat/Air/Energie, Biodiversité/Eau/Paysages, Transition Écologique,
 - Aménagement/Logement/Construction/Foncier
- DREETS Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
 - Inclusion et Solidarités : lutte contre la pauvreté, dont la précarité alimentaire
 - Comité régional de lutte contre la précarité alimentaire, lien DREETS/DDETS
- Région Sud Conseil régional de Provence Alpes Côte d'Azur
 - Plan Climat : alimentation saine, biodiversité, innovation, énergies renouvelables, changement de comportement
 - Champ d'actions large spectre

les personnes ressources :

Emilie LE FUR : emilie.lefur@ademe.fr (Alimentation Durable)

Sandrine CANDELIER : sandrine.candelier@ademe.fr (Agriculture)

Marjorie MINUTOLO marjorie.minutolo@ademe.fr (référente territoriale 06)

 $\label{lem:margaux.gianfranceschi@ars.sante.fr} Margaux. GIANFRANCESCHI: \\ \underline{margaux.gianfranceschi@ars.sante.fr} \\ (prévention personnes âgées, sport, nutrition)$

Aurélie TARDY : aurelie.tardy@ars.sante.fr

(prévention enfants, adolescents et jeunes dont nutrition) Thomas MARGUERON : thomas.margueron@ars.sante.fr

(santé environnement)

Carine FLOCH : carine.floch@ars.sante.fr (santé environnement)

Karine PASCAL-SUISSE: <u>karine.pascal-suisse@agriculture.gouv.fr</u> (PAT 05, 13, 83 / Restauration Collective / Education au Goût)

Peggy BUCAS: peggy.bucas@agriculture.gouv.fr

(PAT 04, 06, 84 / Justice Sociale / REGALIM – Gaspillage Alimentaire)

Clara VIGAN: clara.vigan@agriculture.gouv.fr

(PAT 83 / Restauration Collective)

Jérôme CROZY : <u>jerome.crozy@developpement-durable.gouv.fr</u> (Fonds Vert)

paca.precarite-alimentaire@dreets.gouv.fr

(Remplacement de Patricia MORICE courant 2025)

Celia PASQUETTI : cpasquetti@maregionsud.fr

(Service Souveraineté Alimentaire)

Joseph RANDRIAMANANANDRO: <u>jrandriamananandro@maregionsud.fr</u> Christel FRANCART: <u>cfrancart@maregionsud.fr</u> (Réseau régional des PAT)

Marine ALLIX : mallix@maregionsud.fr [non membre de la Co'Alim mais

associée si sujet gaspillage traité] (Economie circulaire et déchets)

















Améliorer la résilience alimentaire en Provence-Alpes-Côte d'Azur



Intitulé de la direction/service 17 18/04/2025

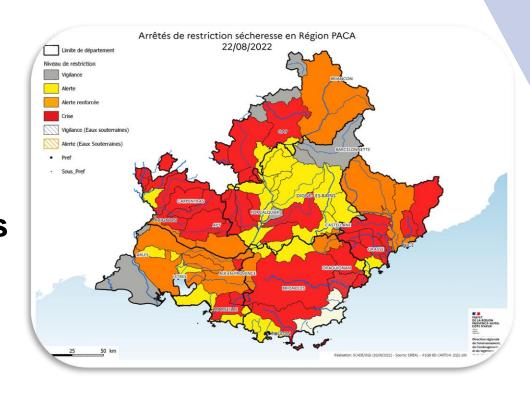
Un enchainement d'aléas climatiques

(exemple en région PACA : 11 aléas exceptionnels 2019-2022)

- Inondations du 22 au 24 novembre et 1^{er} décembre 2019
- Tempête Alex en octobre 2020
- Gel du 7 avril 2021
- Sécheresse 2022

Un constat

- Tous les départements et toutes les filières sont impactés
- Multiplicité des aléas climatiques, augmentation de leur fréquence et de leur importance



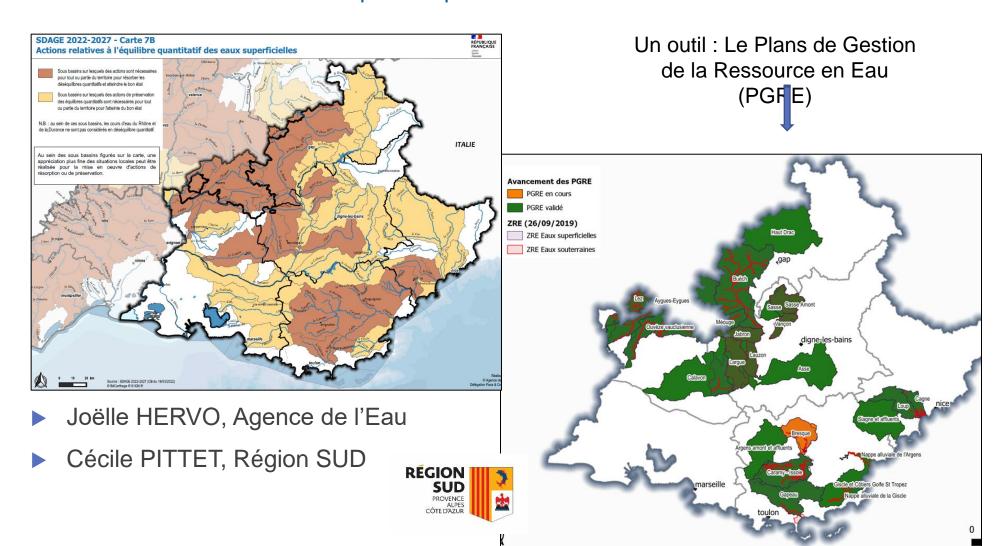
Gaëlle THIVET - DRAAF

IMPACTS SUR LA RESSOURCE EN EAU : DES BASSINS DÉFICITAIRES



... de réelles problématiques locales

→ des territoires où il faut rétablir l'équilibre quantitatif







Les impacts sur la filière alimentaire

- L'agriculture, un des secteurs économiques les plus sensibles au changement climatique
 - Estimation de 30 à 70 % de stagnation de rendement sur le blé en France (Inrae)
 - Languedoc : perte de 11% de production agricole en 30 ans
 - Drôme : Maïs irrigué : + 30% de demande d'eau
- Floraisons plus précoces / gels tardifs : jusqu'à 40 % de perte de rendements (HCC)
- Modification de la phénologie des plantes (besoin en froid non satisfait) :
 modification calendriers culturaux
- Hausse de la température, augmentation des jours anormalement chauds...:
 stress thermique
- Stress hydrique: évapotranspiration plus forte, besoin en eau accru, baisse des ressources en eau, sécheresses...
- Impacts dus aux événements extrêmes : échaudage (canicules), érosion des sols





Les coûts du changement climatique sur l'agriculture (horizon 2050)

- Surcoûts liés à l'augmentation des aléas climatiques : 1 milliard d'euros par an (ordre de grandeur) (source CGAAER)
- Coûts de l'adaptation liés à l'accroissement de l'usage de l'irrigation :

1 milliard d'euros par an

- Conseils climatiques auprès des exploitants estimés à 150 millions d'euros par an
- Coût de renouvellement du verger français estimé à 600 millions d'euros par an (10% du verger)
- Soit 3 milliards d'euros par an, auxquels on peut ajouter 400 euros /m² pour désimperméabiliser et végétaliser

Sources : France Stratégie : Coût de l'inaction face au changement climatique







Plusieurs leviers à disposition





- S'adapter au changement climatique
 - Mieux connaître les vulnérabilités de son territoire, sa filière
 - Elaborer des stratégies d'adaptation au changement climatique des filières alimentaires
- Diminuer nos émissions de gaz à effet de serre
- Augmenter la résilience du système alimentaire
- Développer les coopérations





Etudes sur la résilience des systèmes alimentaires régionaux

Contexte

- Constat d'une déconnection entre bassins de production, d'emploi, de transformation et de consommation :
 - > quelle souveraineté alimentaire? Quelle durabilité et quelle résilience en cas de crise ?
- Multiplication d'initiatives autour de la relocalisation de l'alimentation
 - > rôle structurant des projets alimentaires territoriaux

Objectifs

- Réaliser un diagnostic complet du système alimentaire régional et de sa durabilité
- Conduire une réflexion prospective à horizon 2050, coconstruite avec les acteurs du territoire, et proposer des leviers d'action



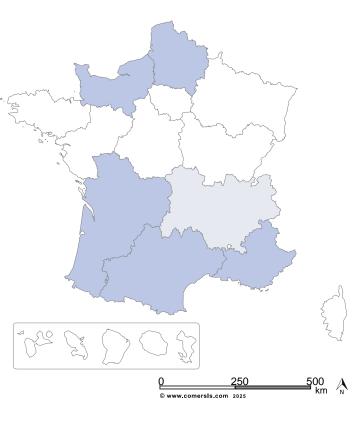


Résilience alimentaire : 6 régions étudiées

Publications disponibles sur la librairie ADEME :

- <u>Diagnostic du système alimentaire de la région PACA</u>, Utopies, 2022
- <u>Diagnostic du système alimentaire de Nouvelle Aquitaine,</u> programme Serealina, 2022
- <u>Diagnostic du système alimentaire des Hauts-de-France</u>, Basic, Bio en Hauts de France, 2022
- <u>Diagnostic du système alimentaire en Normandie</u>, Basic, Bio en Normandie, CA Normandie, 2024
- <u>Diagnostic du système alimentaire en Occitanie</u>, Basic, Solagro, AlimEnTerres, 2024

<u>Une note méthodologique</u> pour les territoires qui veulent travailler sur leur diagnostic en lien avec la durabilité et la résilience alimentaire, Basic, 2024



Intitulé de la direction/service 24 18/04/2025





UTOPIES®







QUEL MÉTABOLISME DU SYSTÈME ALIMENTAIRE RÉGIONAL? QUEL IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU SYSTÈME ALIMENTAIRE **RÉGIONAL? OUELLES VULNÉRABILITÉS DU** SYSTÈME ALIMENTAIRE **RÉGIONAL? APPROCHE PROSPECTIVE QUELS POTENTIELS** D'ÉVOLUTION DU SYSTÈME **ALIMENTAIRE RÉGIONAL?**

Quelle est la consommation alimentaire de la région ?

11,4 milliards d'euros =

Consommation alimentaire des ménages (prix producteurs: hors marges commerciales et de transport)

53%

Part des produits alimentaires transformés

40%

Part des produits consommés en restauration

7%

Part des produits agricoles bruts

QUEL EST LE NIVEAU D'AUTONOMIE ALIMENTAIRE DE LA RÉGION ?

Evaluer la part de la production fournie par le territoire

Seuls 12% de la production agricole et 38% de la transformation nécessaires pour satisfaire la consommation alimentaire des habitants sont issues de la région.

Cette situation reflète à la fois un défaut de production au regard des besoins ainsi que le fait que la production existante est largement tournée vers une demande extérieure au territoire ou des besoins non alimentaires



Élevage bovins viande

= 1,1%



Abattage et produits à base de viande

= 9%



Culture de légumes



Culture de céréales, oléagineuses, légumineuses

= 0,7%



Fabrication de céréales pour le petit déjeuner

= 51%



Culture de fruits

Filière fruits et légumes = autonomie régionale la plus élevée.

Filière céréales = autonomie forte sur la transformation et faible sur l'amont agricole

Filières animales = faible autonomie

Taux d'autonomie alimentaire

PRODUCTION AGRICOLE

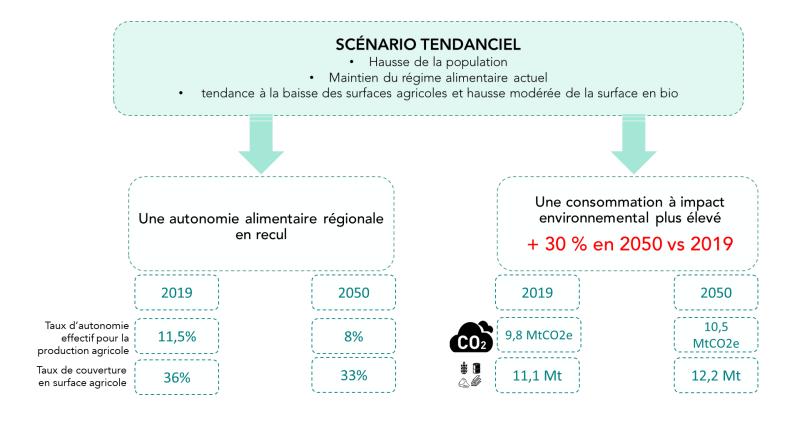
= 12% d'autonomie

TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE

= 38% d'autonomie

Taux d'autonomie effectif = part de la production tournée vers le marché local dans la production nécessaire

A RETENIR



SCÉNARIO DE TRANSITION

- Changement de régime alimentaire
- Taux de couverture en surfaces accru
 - Évolution plus ambitieuse des surfaces en bio



Accroissement nécessaire de la surface régionale pour assurer un taux de couverture en surface agricole de 54%

+31 % en 2050 vs 2019

2019

----/

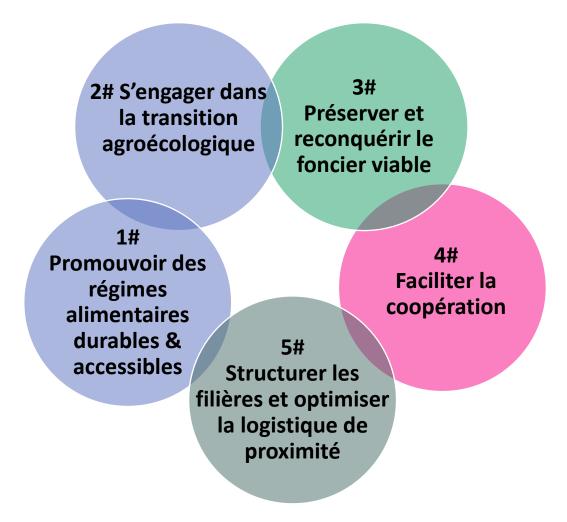
647 000 ha 849 600 ha

2050





COMMENT RELEVER LE DÉFI D'AMÉLIORER L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE TOUT EN RÉDUISANT L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL?



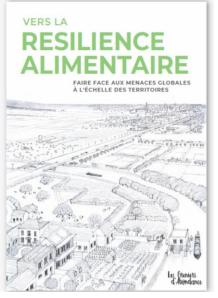






Ressources



















13 DÉCEMBRE 2022

- Ouvrages des Greniers d'Abondance
- Rapport, synthèse et plaquette de l'étude ADEME PACA
- Journée dédiée le 13 décembre 2023







La résilience dans les territoires de PACA



- Mouans Sartoux : partie prenant de l'élaboration de l'étude
- PAT Aix Marseille Provence / PETR du Pays d'Arles : présentation en commission, étude complémentaire sur les flux, plan d'actions...
- PNR Luberon : participation à l'étude ; démarche de résilience lancée ; partenariat avec la SAFER
- Cannes Pays de Lérins
- Pays de Fayence
- CA du Pays de Grasse





Participation de la CAPG à l'étude Résilience :

Un intérêt permanent depuis 2012 pour l'écosystème agricole régional (local), participation systématique aux réunions des réseaux :

- Circuits courts Région PACA
- PAT Coalim

Suivit de bout en bout de l'étude Résilience :

- Points d'étapes
- Apports ponctuels

Appropriation et partage de l'étude Résilience : Dans le réseau du PAT du Pays de Grasse :

- Lancement du PAT émergent du Pays de Pays de Grasse
- Groupes de travail, News letter
- Assises de l'agriculture et de l'alimentation Bureau communautaire, Cotech et Copil, <u>conférence</u>

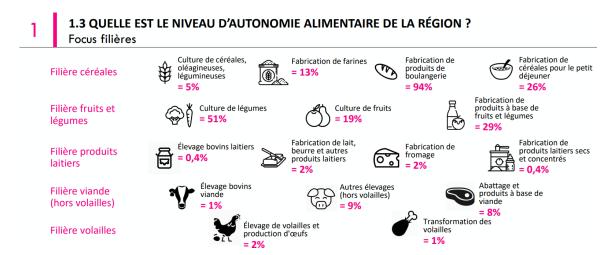
Inscription des enjeux à la Stratégie et au Plan d'actions du Projet Alimentaire du Pays de Grasse :

Concerne 4 axes sur 5, 40 actions sur 70

La Stratégie et le Plan d'actions du PAT ainsi que le PCAET sont inscrits au Projet de Territoire du Pays de Grasse



Une slide qui en dit long :



<u>Inscription d'actions PAT au PCAET/TETE du Pays de Grasse :</u>

- Action n° 3 : Faire évoluer les pratiques d'irrigation pour préserver les filières agricoles locales
- Action n° 43 : Soutenir l'installation d'agriculteurs, les circuits courts et les produits locaux dans la consommation locale
- Action n° 44 : Sensibiliser les habitants à une alimentation plus durable



AMONT

Agriculture

- → Lancement des conventions CCPF / CDA 83 « Redynamisation agriculture vivrière durable »+ « préservation de la ressource »
- → Animation d'un plan de reconquête des friches à vocation alimentaires
- → Création d'un groupe de progrès maraichage en Pays de Fayence
- → Audit gratuit des exploitations sur l'eau agricole + pratiques agroécologiques

Foncier Agricole

- → Création de Zones Agricoles Protégées en cours sur les 9 communes
- → Signature d'une Convention d'Aménagement Rural avec la SAFER
- → Dotation d'un fond dédié à la reconquête des friches à vocation alimentaire

Eau Agricole

- → Projet de création d'un réseau d'eau agricole + stratégie de substitution ressource eau potable + adaptation des pratiques agricoles au changement Clim
- → Sécurisation de 230 ha sur 3 premières communes de la plaine

SCHÉMA DE RÉSILIENCE



Programme
FEADER
« Préfiguration
d'un marché de
relocalisation des
filières
alimentaires
durables à
destination de la
RHD du Pays de
Fayence »

→ Accélérer les connexions

AVAL

Restauration Scolaire

Loi EGALIM

- → Animation d'un réseau des cantines scolaires en pays de FAYENCE depuis 2022
- → Gros travail effectué par les communes et les personnels de cantines
- → Proposition de scénarii logistique d'approvisionnement facilitant la mise en œuvre
- → Animation de l'opération « Pas de Gaspi dans ma cantine »
- → Création du dispositif « Passeport Alimentation durable »
- → Résultats très encourageants
- Moyenne 2021 du territoire : 10 % appro Egalim dont 5 % de bio
- Moyenne 2024 du territoire : 40 % appro Egalim dont 24 % de bio



Ressources documentaires

Série documentaire « Le Pays de Fayence au défi de la résilience alimentaire »

- « Volet1 Portrait de territoire » : https://youtu.be/y-fmEVHmHLk
- « Volet 2 Les voies de résilience » : https://youtu.be/kM5ofbhqbt8







Liberté Égalité Fraternité

Emilie LE FUR

Alimentation durable – adaptation au changement climatique Evaluation, prospective, numérique.

ADEME - Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur 04-91-32-84-59 / 06 84 14 31 62

emilie.lefur@ademe.fr

http://www.ademe.fr/





PAT Pays de Grasse (pour explications / précisions par Elodie

AXE 1 Pilotage en transversalité de la politique alimentaire

Projet territoire: transversalité des politiques publiques, expérimentation et recherche

- Intégrer les recommandations du PAT dans les autres documents cadres et politiques de l'agglomération (CTG, PCAET, SCOT, PLPDMA, politique de la ville, PLESS...) et animer un réseau de pilote interne
- Encourager et faciliter les démarches de recherche, d'observatoire et d'expérimentation territoriale

AXE 2 - Conserver et développer les capacités nourricières du territoire ; anticiper les risques de ruptures d'approvisionnement, coopérer avec des territoires cohérents

Thématiques	N°	Actions
Protéger et mobiliser le foncier agricole	12	Participer aux actions de plaidoyer
	43	Création et animation d'une politique de préservation, de mobilisation et de reconquête du foncier agricole
	14	Création d'une agence du foncier agricole du Pays de Grasse
	15	Création et animation d'une cellule technique du foncier
Consolider les productions locales	16	Contribuer à la structuration de micro-filières maraîchères
	17	Soutenir les filières historiques du territoire (olive, ovins)
	48	Accompagner le développement de la filière labellisée bio
	19	Contribuer à impulser de nouvelles micro-filières nourricières (légumineuses)
Anticiper le risque de rupture d'approvisionnement	20	Étadier les outils permettant de se prémunir du risque de rupture d'approvisionnement et sensibiliser les acteurs en charge des risques
Coopérer avec des territoires cohérents	21	Appui à l'organisation d'une coordination régionale et inter-régionale de relocalisation de la production et de sa consommation locale

AXE 3 - Accompagner la mutation de l'économie alimentaire et agricole ; soutenir la création d'emploi ; assurer de bonnes conditions de vie et de travail

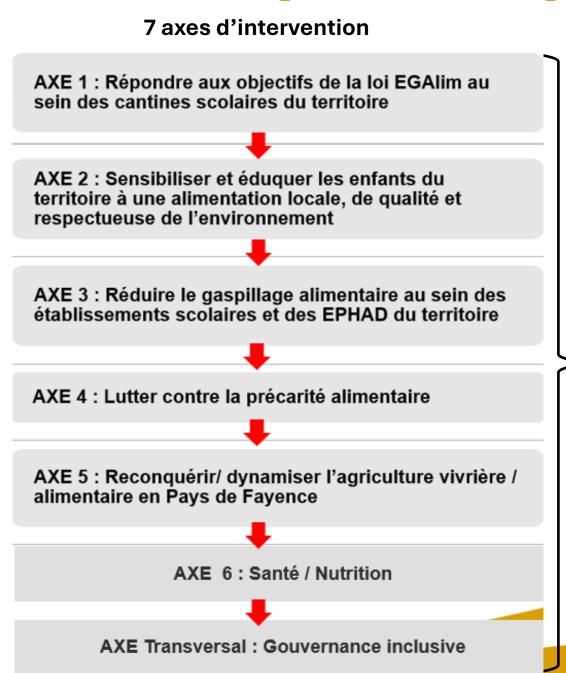
Thématiques	N°	Actions
Accompagner les mutations de l'installation - transmission et du travail agricole	22	Formalisation et animation d'une politique locale d'appui à l'installation-transmission
	23	Création et animation d'une cellule technique installation-transmission
	24	Étudier la possibilité d'intégrer les orientations et des représentants des PAT dans les instances locales foncier-installation-transmission
	25	Mieux comprendre le profil des nouveaux installés et des futurs retraités et leur besoin afin d'adapter les politiques publiques
	26	Travailler plus étroitement avec le legta Vert d'Azur et soutenir la formation agricole
	27	Valoriser une diversité de forme d'installation et de forme de travail en agriculture
	28	Accompagner le recours au salariat et à la main d'œuvre saisonnière
Consolider les moyens de production et l'autonomie des fermes	29	Encourager et soutenir le développement de projets de semences et d'espèces adaptées au territoire
	30	Encourager et soutenir les projets de substitution des intrants
	31	Encourager et soutenir les projets d'autonomie mécanique / Développement des CUMA
	32	Encourager et soutenir les projets d'autonomie énergétique des fermes
Consolider la phase aval de la production	33	Accompagner les agriculteurs dans l'évolution de la logistique des « 1er km »
	34	Soutenir la consolidation et le développement d'atelier de transformation collectif
	35	Consolider les modèles économiques (calcul coût revient) et la commercialisation locale
Commercialisation et commerce de proximité	36	Créer des liens avec les Grandes et Moyennes Surfaces pour échanger sur les problématiques locales et imaginer des solutions
	37	Étudier le maillage de commerce de proximité alimentaire, valoriser les initiatives innovantes (Bouge Ton Coq) et encourager la création de point de vente collectif, de marchés de plein vent vers l'alimentation durable

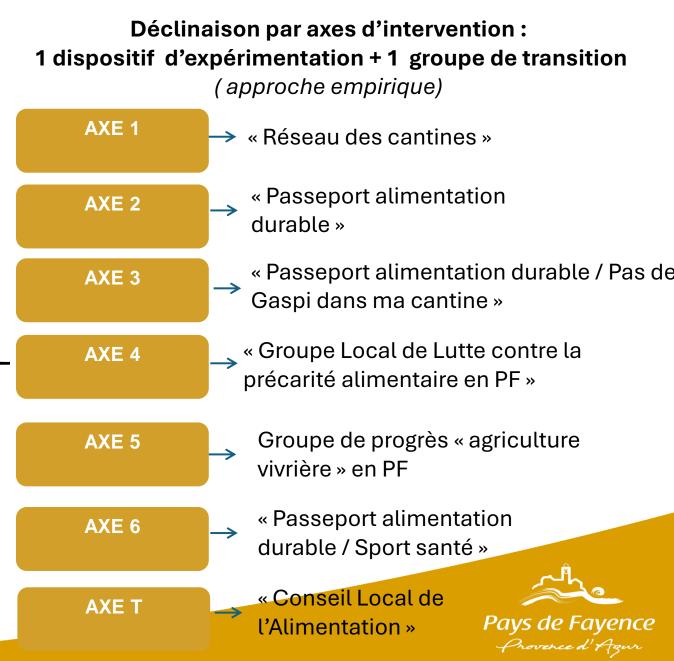
AXE 5 - S'engager dans la transition agroécologique, s'adapter au réchauffement climatique, conserver les potentiels écologiques locaux

Thématiques	N°	Actions
Développer et expérimenter les pratiques agroécologiques	57	Former une communauté apprenante sur l'agroécologie et valoriser les pratiques déjà à l'œuvre sur le territoire (sol vivant, agroforesterie, sélection variétale)
	58	Initier un réseau d'expérimentation des pratiques agroécologiques
	59	Tester des diagnostics ou auto-diagnostics des fermes
Soutenir et accentuer le développement de l'agriculture biologique	60	Valoriser l'agriculture biologique sur le Pays de Grasse
	61	Conditionner les aides et les baux à la mise en œuvre d'une agriculture biologique
	62	Mettre en place des diagnostics de conversion
Mieux partager et préserver la ressource en eau	63	Suivre et appuyer les démarches d'observatoire et de gouvernance de l'eau
	64	Lancer des campagnes d'information, de communication et de sensibilisation à la réduction de la consommation en eau
	65	Partager les bonnes pratiques en agriculture et équiper le territoire (sonde)
	66	Travailler sur la tarification de l'eau agricole et débloquer les problématiques réglementaires d'accès à l'eau pour les agriculteurs en période de sécheresse
Favoriser la biodiversité fonctionnelle et la vie des sols	67	Soutenir et valoriser les démarches de soutien à la biodiversité fonctionnelle (GIEE sur la biodiversité fonctionnelle ; plantation de haies vives)
	68	Favoriser le ré-ensauvagement
	69	Organiser le retour à la terre des matières organique (lien avec l'axe 2)



Le PAT : stratégie et méthodogie d'action























Le PAT

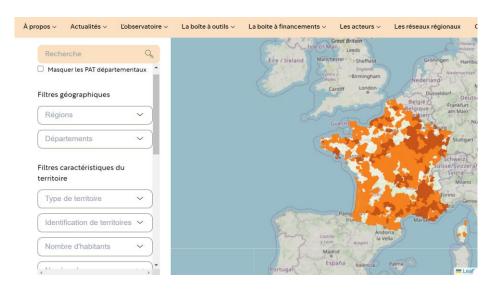
Pour rappel:

Dispositif qui a l'ambition de fédérer les différents acteurs d'un territoire pour faire face aux enjeux de transition agricole, alimentaire et environnementale.

En 2021, la Loi Climat et Résilience a introduit la création d'un réseau national des PAT.

Trois grandes missions affectées à ce futur réseau ont ainsi été inscrites dans le Code Rural et de la Pêche Maritime :

- Suivre le déploiement des PAT au sein du territoire national
- Diffuser les bonnes pratiques et les retours d'expériences au plus proche du terrain
- Construire des outils méthodologiques opérationnels



Cartographie interactive du portail France PAT





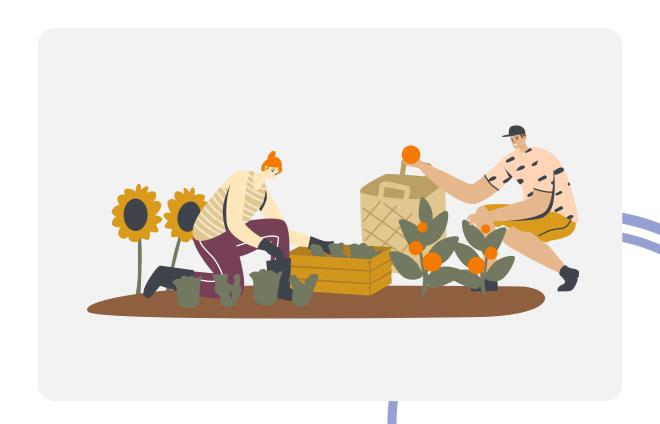




Le portail France PAT

Les fonctionnalités :

- Les actualités et événements
- L'observatoire PAT : vue d'ensemble des initiatives à travers le pays grâce à une <u>cartographie interactive</u>
- La boîte à outil : collection d'outil et de guides pratiques pour la mise en place de PAT
- L'annuaire des acteurs des PAT : répertoire des acteurs engagés, tant au niveau national, régional, que départemental
- Les réseaux régionaux de PAT : présentation des différents réseaux régionaux de PAT. Retrouvez les structures qui les composent, les principales activités qu'ils mènent, ainsi que leur contact











Evaluer l'impact d'un PAT sur le territoire

Labellisation niveau 2 « impose » des critères avec des indicateurs

Intéressants mais pas suffisants pour déterminer l'impact d'un PAT

Proposition d'utiliser le <u>suivi/évaluation pour le</u> <u>pilotage des PAT</u>











Conclusions et recommandations

- Un panel de méthodologies et d'outils d'évaluation existants complet et adapté aux PAT...
- ...mais pas forcément facile à appréhender pour le non initié.
- Besoin de sensibiliser/former
- Favoriser la prise en compte des enjeux suivi/évaluation dès la conception/révision du PAT

Possibilité de mutualiser?

- Capitaliser sur les expériences évaluatives existantes
- Financement dédié pour l'évaluation mais ne pas tout externaliser

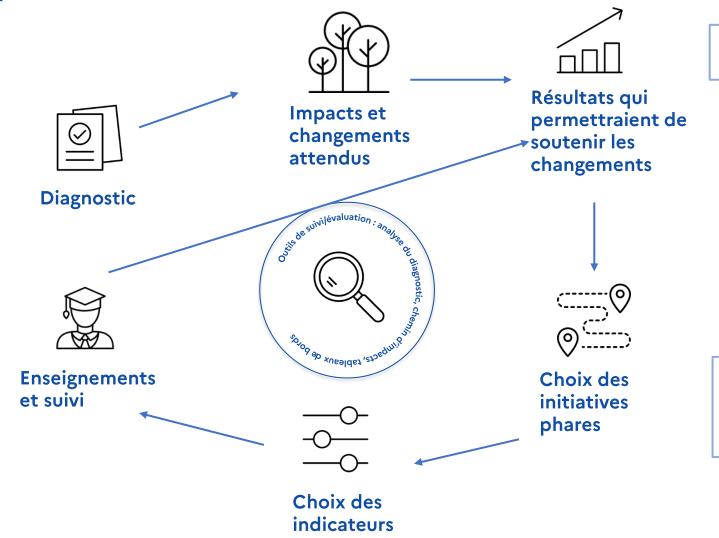








Le pilotage par le suivi-évaluation



Qu'attendons nous du PAT ?

Que mettonsnous en place pour atteindre les résultats?

Comment vérifier que nous prenons le bon chemin?









Guide méthodologique «pour des territoires de démocratie alimentaire »

Objectif du guide opérationnel:

Accompagner dans la préfiguration et l'animation d'une politique alimentaire territorialisée grâce à la méthode d'intelligence collective

Se lancer dans la méthode en 3 volets:

- Diagnostic initial de la réceptivité du territoire
- Construction d'un socle commun
- Déploiement du PAT

Originalité « faire taire les oui, mais... »

Application sur des territoires tests en cours



Où trouver le guide : ici









TERRITOIRE ENGAGE TRANSITION ECOLOGIQUE: 1 programme, 2 labels

> Stratégie globale d'amélioration continue pour la transition écologique pour les CRTE, les PCAET et les TEPOS

Il s'agit d'un accompagnement complet sur les démarches de transition écologique, destiné aux **EPCI** et aux communes. Ce programme est composé de **deux labels complémentaires** :





- <u>Territoire Engagé Transition</u>
 <u>Ecologique ADEME</u>
- Une Plate-forme numérique : Territoires en Transitions
- 45 territoires engagés sur Climat, Air, Energie
- 26 territoires engagés sur Economie Circulaire



















PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DU LUBERON



02 avril 2025 Marseille









PAT du Luberon

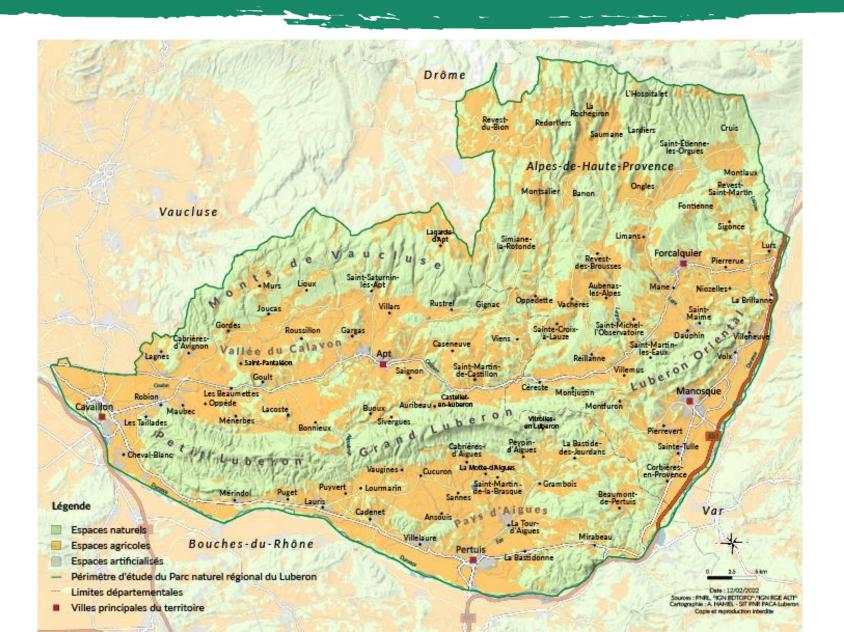


- 1. Présentation du territoire
- 2. Le PAT du Luberon : historique de la démarche
- 3. La gouvernance : l'évolution des acteurs impliqués
- 4. Exemple de l'accompagnement d'une collectivité pour l'évolution du système alimentaire local
- 5. Outils pédagogiques en cours de création



1. Le territoire du PNR







1. Le territoire du PNR





- Surface agricole utile: 30% soit 53670 ha
- Grande diversité de production : composantes de la diète méditerranéenne
- 19 % de la superficie en agriculture biologique
- Nombreux signes de qualité : 14 AOP IGP
- Vente directe très développée : x 1,5 en 10 ans (marchés, magasins de producteurs, à la ferme, AMAP)





1. Le territoire du PNR





- Surface Agricole Utile: -15 % en 20 ans
- Nombre d'exploitations : 1726 en 2020 : 40% en 20 ans
- Âge des agriculteurs : 33 % des chefs d'exploitation ont plus de 60 ans
- Cultures nourricières : 50% de surface de céréales (5800 ha)
- Scénario tendanciel : Le potentiel nourricier passe de 37% à 19% en 2030





2. Contexte du PAT



- L'alimentation au cœur d'une approche systémique
- Labelisé en 2017 et en 2020 → Actions depuis 2008
- 2009 Création du réseau de la ferme à ta cantine



Réalisations des fiches et films thématiques autour du PAT :

https://www.youtube.com/playlist?list=PLX7IzlyQG9Rxrvr9yYNY00tar7QOE6INYhttps://youtu.be/odJtGtpuFkl

Réalisation de l'exposition du PAT – Financement Région Sud

⇔ 6 rolls up : un général sur le PAT et les autres spécifiques aux thématiques











2. Contexte du PAT



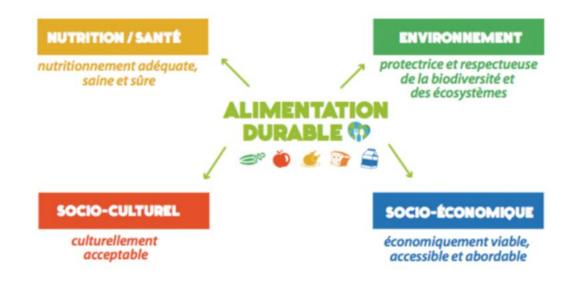
Les alimentations durables

Les alimentations durables sont les systèmes alimentaires à faibles impacts environnementaux qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des générations présentes et futures.

En favorisant des régimes alimentaires sains, diversifiés et adapté au plan culturel, l'agroécologie contribue à la sécurité alimentaire et à la nutrition, tout en préservant a santé des écosystèmes.

En modifiant ses pratiques alimentaires, il est possible de réduire son impact sur la planète entre 28 à 86%.

FAO: Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture





2. Contexte du PAT



L'alimentation méditerranéenne

L'alimentation méditerranéenne inscrite au patrimoine mondial immatériel de l'UNESCO depuis 2011





3. La Gouvernance du PAT du Luberon



- Comité des partenaires du PAT : lieu d'interconnaissance des acteurs
 - ⇒ 60 partenaires : institutions, collectivités (Région, Départements, Intercommunalités), associations, structures techniques, magasins de producteurs, etc.
 - ⇒ Se rassemble 1 à 2 fois par an (ou plus si besoin)
 - ⇒ Porté à connaissances des actions autour du PAT : Parc et Partenaires
 - Créé une culture commune, une connaissance à large échelle des actions en cours ou envisagées
- COPIL du PAT : suivi des actions / financement / présentation de la feuille de route
 - ⇒ Membres de la COALIM
 - ⇒ CD04 et 84
 - ⇒ Elus référents du PAT
 - ⇒ Se rassemble 1 fois par an
- Commission tourisme et agriculture durables du PNR Luberon : validation politique préalable
 - ⇒ Elus et partenaires techniques
 - ⇒ Se rassemble 1 fois par an
- Comité syndical du PNR du Luberon : validation politique finale
 - ⇒ Tous les 2 mois (environ)
 - Vote des délibérations



3. La Gouvernance du PAT du Luberon



Comité de pilotage par projet :

- ⇒ Fixe : réseau « De la ferme à ta cantine »
- ⇒ Fixe, en partenariat avec « Au Maquis » et le Village de Lauris : Cité vivante de l'alimentation
- ⇒ Actuel : PNA « Alimentation méditerranéenne au cœur des transitions agroécologiques »
- ⇒ Actuel : Terres nourricières en plaine de Durance (Projet FEADER)

Comités techniques thématiques selon les besoins

- Forum du PAT : bisannuel depuis 2010 (antérieur à la labellisation)
 - ⇒ Evènement de restitution du travail réalisé et de réflexion autour des prospectives
 - ⇒ Conférences, témoignages et retours d'expérience pour inspirer de nouveaux projets
 - ⇒ Prochain : automne 2025



- Conseil scientifique du Parc : Denis Lairon, expert nutritionniste, Directeur Emérite de l'INSERM
 - ⇒ Accompagnement essentiel pour apporter un éclairage scientifique qui justifie les actions du PAT
 - ⇒ Permet d'argumenter et de justifier les engagements pris dans les projets du PAT









4. Exemple d'un projet spécifique : Accompagnement de la Ville d'Apt



« Alimentation méditerranéenne au cœur des transitions agroécologiques » Lauréat du Programme national pour l'alimentation 2023-2025 Financé par le Ministère de la Santé.





Objectifs:

- **Développer et promouvoir l'alimentation méditerranéenne et les liens alimentation / santé** auprès des convives de la restauration collective et du grand public
- **Engager les collectivités vers une transition agricole et alimentaire** afin de favoriser les productions nourricières biologiques



Sous-objectifs:

- Créer une culture commune autour de l'alimentation durable : élus / agents / parents
- Former les équipes pluridisciplinaires sur les bienfaits de l'alimentation méditerranéenne de qualité
- Faire évoluer les menus dans ce sens
- Développer l'approvisionnement en produits locaux et biologiques
- Lutter contre le gaspillage alimentaire



4. Exemple d'un projet spécifique : Accompagnement de la Ville d'Apt



« Alimentation méditerranéenne au cœur des transitions agroécologiques »

Lauréat du Programme national pour l'alimentation 2023-2025

Financé par le Ministère de la Santé.







Cuisine centrale d'Apt: Liaison froide / 1200 couverts en moyenne / 12 satellites livrés (scolaires et médico-sociaux)

Méthodologie en 2 temps :

Réalisation d'un stage du diplôme universitaire chef de projet en alimentation durable en 2024 (fev-sept) :

- Diagnostic alimentaire en concertation avec tous les acteurs (mairie, associations, agriculteurs, etc.) : identification des rôles et responsabilités de chacun dans l'écosystème alimentaire local



⇒ Etapes essentielles pour une large appropriation du projet et des enjeux associés par tous

Accompagnement dans la continuité depuis septembre 2024 :

- 3 réunions de présentation de la suite du projet : auprès des différents services de la Mairie, des établissements livrés et de la cuisine centrale
- Intervention d'un prestataire pour des formations sur plusieurs mois Le Loubatas
- Intervention du PNR dans chaque conseil d'école de la ville : directions, ATSEM, enseignants et représentants des parents d'élèves et auprès du service animation
- Continuité des pesées dans les établissements livrés en partenariat avec le SIRTOM



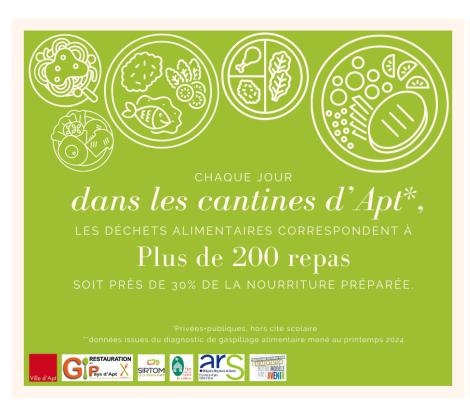
Signature d'une convention quadripartite pour acter les engagements de chacun dans la durée :

PNR du Luberon / GIP d'Apt / Ville d'Apt / SIRTOM



4. Exemple d'un projet spécifique : Accompagnement de la Ville d'Apt









5. Outils pédagogiques



Création d'un livret et d'un outil pédagogiques

Accompagnement scientifique par Denis Lairon, nutritionniste et Directeur Emérite de l'INSERM

Objectif:

Apport de connaissances scientifiques vulgarisées sur les liens entre alimentation méditerranéenne et santé(s).

Document utilisable pour tout public adulte. A destination également des professeurs vers un public adolescent

Choix retenus:

- ⇒ Création d'un livret de 36 pages édition en avril 2025
- ⇒ Création d'un outil : Poster A0 Pyramide méditerranéenne à compléter par des photos d'aliments / plats
- ⇒ Création d'une conférence









Avez-vous des questions?













Pause café

Retour en salle à 11h05

















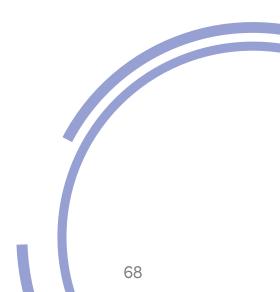






Des objectifs récurrents des PAT

- Structurer un approvisionnement durable et local
- Une alimentation de qualité accessible pour tous
- Préserver les terres agricoles et l'installation des agriculteurs
- Communiquer et former à l'alimentation durable







Le marché du foncier agricole est fluidifié

Les prix du foncier agricole sont contenus

foncier est créé, l'information est disponible sur la cession des terres agricoles, sur les tendances foncières, le

Un observatoire du

foncier disponible, les

friches caractérisées

Etudes sur la mise en place d'un observatoire



Les meilleures terres, les richesses paysagères et l'environnement sont préservés

L'accès au foncier

et au bâti agricole

favorise la

diversification

agricole

fragmentation des espaces agricoles naturels est limitée

La

vocation

du bati

agricole

est

préservée,

Les

commune

acquièren

t des

terres

La

Les propriétaires ne spéculent plus et mettent à disposition leurs terres en friches

Les élus se

saisissent de la

auestion

foncière et

mobilisent les

documents

d'urbanismes

Les propriétaires sont sensibilisés aux grands enjeux fonciers du territoire

Les élus sont sensibilisés et formés aux grands enjeux du foncier et du bati agricole

Des outils sont mis en Un/des place pour espaces tests faciliter agricoles l'installatio sont créés

> De nouveaux agriculteu rs s'installen

Diagnostic SAFOR Diagnostic fiches, étude

Veilleurs de

Forum

Etude de faisabilité

Identification des parcelles pour l'installation agricole et l'accueil d'espaces test

Accompagnement des

Axe 1: accès au foncier et au bati agricoles

Care

La transmissio n est préservée

porteurs de projets réussissen t leurs installatio ns

Les

Les exploitations sans repreneurs sont identifiées et caractérisées

18/04/2025

69

Stage enquête de

transmission des

d'Hérault









Consigne de l'atelier

Sur la base du canva du Pays Cœur d'Herault et en petits groupes, réfléchir à l'impact suivant : "la qualité des repas est améliorée pour tous, en restauration collective et individuelle" (concernant un axe qui serait une alimentation de qualité accessible à tous)

Afin de réfléchir aux liens entre actions/activités et impacts vous pouvez vous aider des questions suivantes :

- o Quels changements sont nécessaires pour atteindre l'impact souhaité?
- Quels résultats peuvent être attendus/souhaités ?
- o Quelles actions peuvent être mises en place pour atteindre ces résultats?



09/07/2024







IMPACTS

La qualité des repas est améliorée pour tous en restauration collective et individuelle

AXE 1

Alimentation de qualité accessible pour tous

CHANGEMENTS RESULTATS

ACTIVITES / INITIATIVES









La situation actuelle fictive

A l'heure actuelle, cet accès n'est pas garanti.

Premièrement, il n'y a pas suffisamment de denrées alimentaires durables produites ou accessibles localement.

Deuxièmement, les mangeurs eux-mêmes ne s'orientent pas vers une alimentation durable. Par manque de sensibilisation, mais surtout par manque de moyens d'accès (localisation, coûts, choix).

Enfin, la restauration collective, notamment scolaire, ne joue pas suffisamment son rôle de levier pour l'alimentation durable.

Pourtant, elle constitue le lieu où potentiellement tous les élèves du territoire s'alimentent au moins 4 fois par semaine.

L'impact principal qui va être visé sera : « la qualité des repas est améliorée pour tous, en restauration collective et individuelle »

72











- Avez-vous trouvé l'exercice difficile ?
- Etes-vous plus au clair sur les impacts possibles des PAT ?
- Comprenez-vous l'intérêt d'un suivi tout au long du PAT ?



















Débat mouvant



Je me sens plus outillé(e), et donc plus à l'aise, pour coordonner un PAT sur mon territoire



Complètement d'accord

Pas du tout d'accord









Débat mouvant



Je me sens SUPER motivé(e) pour porter un PAT sur mon territoire



Complètement d'accord

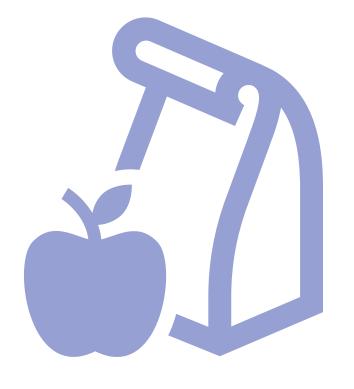
Pas du tout d'accord







Pause déjeuner ... jusqu'à 13h45











Planning de l'après-midi

Module 1 : les enjeux de l'alimentation durable et leviers d'action

Module 2 : les outils de lutte contre le gaspillage alimentaire

Module 3 : les outils de gestion et démarches territoriales

Module 4: les leviers pour une alimentation durable en restauration collective









4

Les enjeux d'alimentation durable dans la restauration collective

- Présentation du contexte, des enjeux et des outils pour agir en restauration collective
- Session de témoignages

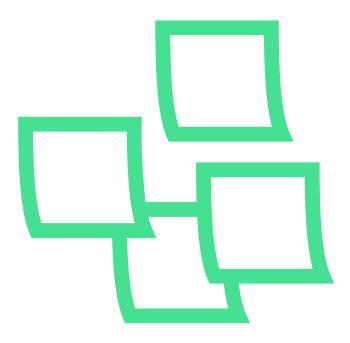








Energizer



Les 3 points:

En groupe de 3 :

- 3 problématiques que vous rencontrez concernant l'alimentation durable en restauration collective
- 3 leviers pour convaincre les élus de s'investir sur le sujet de la restauration collective durable

Au bout de 6 min changez de trio











Comment les enjeux d'alimentation durable se traduisent dans la restauration collective ?







Le contexte actuel

Aujourd'hui en France:

1 repas sur 6 pris à l'extérieur du domicile

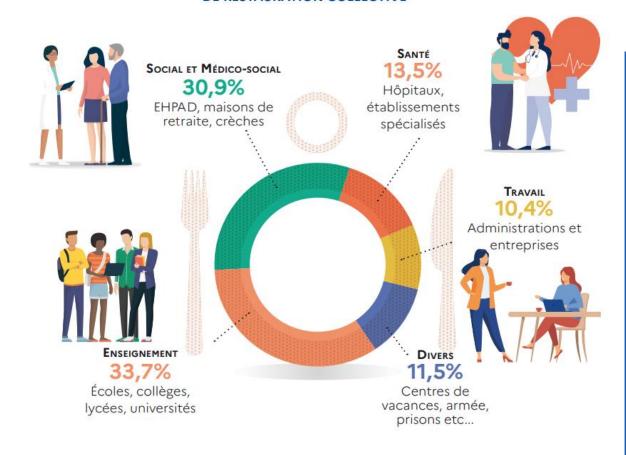
4 milliards de repas/an

80 000 restaurants

Principaux enjeux de la restauration collective

- Santé publique: qualité nutritionnelle des repas
- **Environnemental :** durabilité de l'offre alimentaire, soutien aux filières d'appro durable
- Socioéconomique: accessibilité pour tous
- **Pédagogique :** toute la population concernée, à différents moments de vie

RÉPARTITION DES REPAS SERVIS DANS LES DIFFÉRENTS TYPES DE RESTAURATION COLLECTIVE



(étude Xerfi, la restauration collective à l'horizon 2021)









La qualité nutritionnelle des repas

- Les recommandations actuelles ont été définies par le GEM-RCN, qui donne un cadre aux achats publics alimentaires (marchés publics).
- Fixe des règles de fréquence de présentation des plats (sur 20 repas); de structure (nb composantes); de composition menus (grammages)
 - ✓ Ex : plats de type « frites » : pas plus de X fois tous les 20 repas
 - ✓ Ex : 40g de pain par repas en école élémentaire

Concernant les grammages, il s'agit de recommandations



- La réglementation relative aux grammages a un champ d'application limité aux plats « prêts à consommer » préparés par des fournisseurs extérieurs et permet une variation de +/- 10%
- Il revient aux collectivités d'adapter les grammages aux besoins des convives dans leurs documents contractuels



Ces recommandations sont en cours de révision dans le cadre du GT Nutrition du Conseil National de la Restauration Collective (CNRC), qui a pris le relais du GEM-RCN







Question: quels sont les principaux leviers pour favoriser une alimentation durable en restauration collective?







Répondez sur Wooclap















Les 3 piliers de l'alimentation durable

Les approvisionnements

- Orientation vers une production agricole et des filières agroalimentaires plus respectueuses de l'environnement
- Soutien à l'agroécologie et à l'agriculture biologique



2 Les pratiques alimentaires

- Diversification des sources de protéines (intégration des légumes secs et diminution des protéines d'origine animale)
- Respect de la saisonnalité des produits
- Favoriser des circuits courts de proximité

2 La lutte contre le gaspillage alimentaire

- Réduction drastique des pertes et du gaspillage à chaque étape de la chaîne alimentaire
- Valorisation des excédents





90







EGALIM, un cadre réglementaire pour la transition

La loi **EGAlim** du 30 octobre 2018, pose un cadre d'évolution ambitieux pour la restauration collective publique.

Elle a été complétée par les lois **AGEC** (2020) et **Climat- Résilience** (2021).

Les objectifs de ces lois :

- Augmenter la part de produits de qualité et durables dans l'assiette
- Informer les convives
- Diversifier les sources de protéines
- Limiter l'usage du plastique
- Réduire le gaspillage alimentaire









Focus sur les obligations réglementaires

- 50% de produits durables et/ou de qualité dont 20% minimum de bio depuis 2022 (restau co publique) et 2024 (restau co privée)
- 60% de produits durables et / ou de qualité pour les viandes et poissons depuis janvier 2024 (100% pour les services de l'Etat)

Approvisionnements

Lutte contre le gaspillage

- Mise en place d'un diagnostic et d'une démarche de réduction
- Obligation de don (> 3 000 couverts)
- Objectif -50% en 2025 (AGEC)



Diversification protéique

- Plan de diversification protéique (>200 couverts)
- 1 repas végétarien par semaine en restauration scolaire
- 1 option végétarienne quotidienne (menus à choix multiples) dans les restaurants de l'Etat, les universités et enseignements supérieurs

Usage des plastiques

Reporting obligatoire depuis le 2022 sur Ma Cantine

 Information une fois par an et affichage sur site, sur la qualité des approvisionnements

Information des convives •

- Interdiction des bouteilles d'eau plastique en restauration scolaire (2020)
- Obligation de proposer un contenant réutilisable ou composé de matières recyclables pour la vente à emporter, à partir de 2025
- Suppression des contenants de cuisson, réchauffe et service en plastique en 2025* en restauration scolaire, universitaire et crèches
- Mise en place de la REP Restauration (2024), qui concerne les cuisines centrales









Zoom sur l'approvisionnement

Chiffres clés du bio

- **6%** des produits (en valeurs) sont bio en restauration collective en 2023 contre 7% en 2022
- 83% du bio consommé en France est d'origine France (2023 tous types de restauration)

Bilan des télédéclarations sur Ma cantine

- 21% des sites de restauration ont effectué leur télédéclaration
- 12 % de produits bio
- 25 % de produits durables et / ou de qualité
- Administration & éducation: secteurs les plus avancés (14-17% de bio)
- Santé & médico-social: secteurs à la traine (4-5% de bio)

Principales explications fournies par les communes

- Coût des denrées (56% des répondants),
- Manque de diversité / quantité dans l'offre (40%)
- Contraintes logistiques (38%)









Approvisionnement Bio Local en restauration collective *Témoignages de cuisiniers en Pays de la Loire*

















Répondez sur Wooclap



















Question : quelle est la part des denrées dans le coût d'un repas en restauration scolaire ? (en %)











Les denrées alimentaires ne représentent que 25% du coût

Impact de la transition écologique sur le coût de la restauration collective

Résultats clés de l'étude « coûts complets et recettes financières de la restauration scolaire : quelles marges de manœuvre pour la transition écologique ? », 2023, ADEME / Le Basic - Citexia

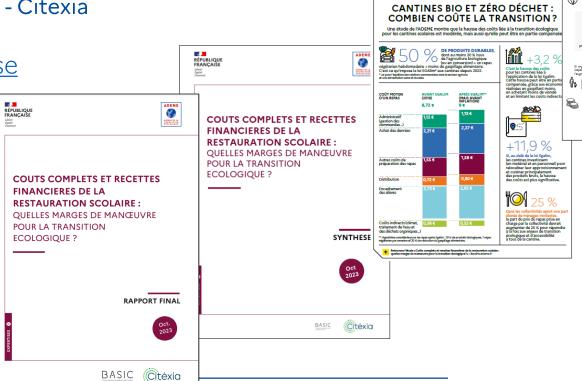
Lien vers le <u>communiqué de presse</u>

Lien vers les <u>livrables de l'étude</u>





la Librairie











Coût complet d'un repas en restauration scolaire

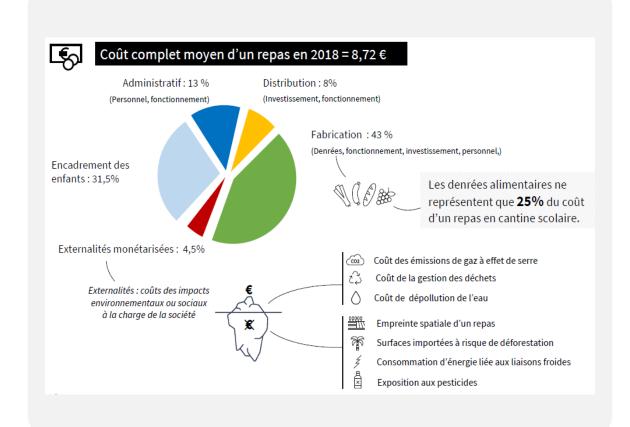


Achat des denrées alimentaires = 1/4 des coûts

Encadrement des enfants = 1/3 des coûts

Coûts comptables de la pause méridienne globalement similaires selon le type de structure et les modalités d'organisation du service (différence < 6%)

Externalités environnementales et sociales: une petite partie monétarisée aujourd'hui



Repas pris dans une cuisine sur place servant 200 repas en primaire, 20 repas adulte dont 15 pour les encadrants des élèves









Impact d'Egalim sur les coûts complets



Mise en œuvre de la loi EGalim : une augmentation mesurée des coûts complets de +3% environ par rapport à 2018

Combinaison des différents leviers de transition (bio, réduction du gaspillage, végétarien) nécessaire pour maitriser les surcoûts

2018 : 6% de bio, 0 repas végétarien

20% de bio, 20% repas végétariens, 20% réduction du gaspillage alimentaire



Repas pris dans une cuisine sur place servant 200 repas en primaire, 20 repas adulte dont 15 pour les encadrants des élèves



09/07/2024







Impacts de scénarios de transition allant + loin qu'EGalim



Messages clés

« Coût d'entrée » de la transition pour mettre en œuvre EGAlim, qui reste modéré: +3% environ

+ les leviers de durabilité sont activés, + les surcoûts sont compensés

Cas particulier du scénario durabilité ++ / relocalisation: coût d'entrée plus élevé: mutualisation entre collectivités ? Accompagnement financier pour les investissements initiaux ?



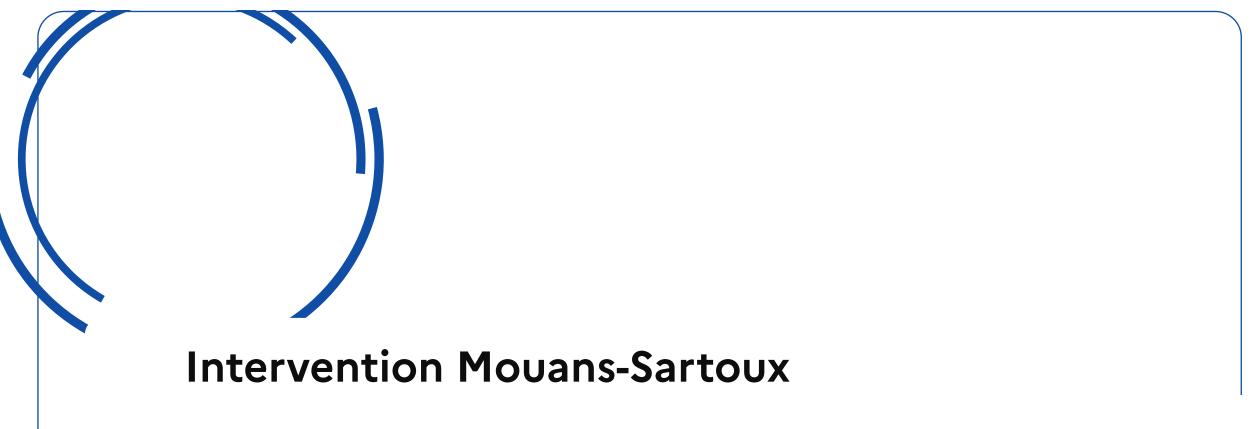














09/07/2024

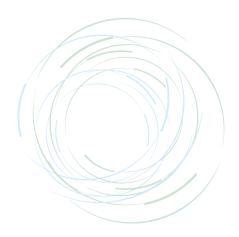


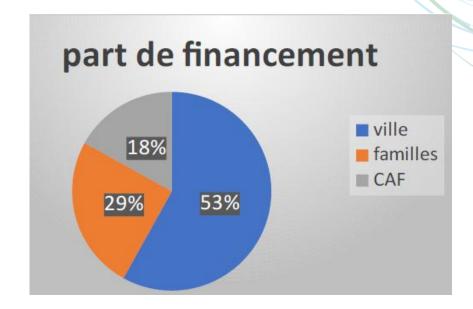






- -> Coût de la part alimentation 100% bio en 2022 : 2,21 €
- -> Coût de revient du repas en 2022 : 8,70 € (alimentation + personnel)
- -> Coût de revient du repas en 2022 + animation : 8,70 € + 2,65 = 11,35/repas
- -> Participation des familles entre 2,33 € et 9 € en fonction des revenus, prix moyen 3,92 €









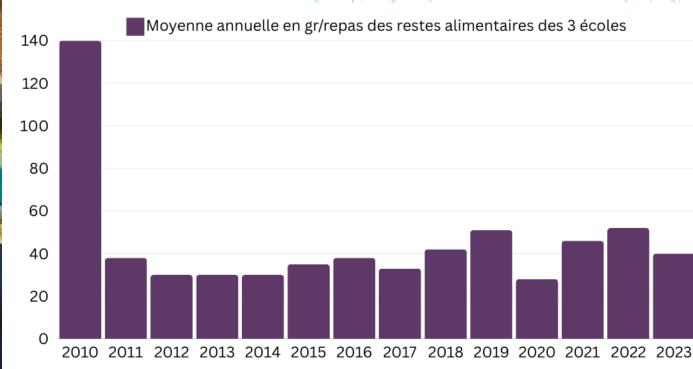


Diminuer la part de gaspillage alimentaire pour en maîtriser le coût



-> Arrêt des achats de conditionnement à la portion

Moyenne nationale : 120g/restes/repas en restau co



- 80% de gaspillage en 5 ans soit 0,20€ d'économie par repas









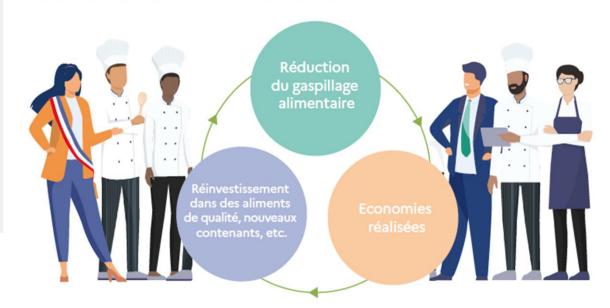
Pourquoi agir?

- Offrir une alimentation de qualité, diversifiée et équilibrée aux convives
- Accompagner la transition de la chaîne agro-alimentaire, avec une alimentation ancrée dans le territoire qui rémunère justement les différents acteurs
- Répondre aux obligations réglementaires (Loi EGAlim etc...)

La restauration collective : un levier clé de transition piloté par les collectivités

- Redonner du sens aux métiers de la restauration en mobilisant les équipes avec des projets autour de l'alimentation durable
- 5 Maîtriser les coûts

BONNES PRATIQUES, VERS UNE BOUCLE VERTUEUSE:











Les outils pour agir



Double objectif de la plateforme de l'Etat

- Une interface de télédéclaration obligatoire pour les gestionnaires de cantine (objectifs EGALIM) centre de ressources
- Une boite à outils : mise à disposition des gestionnaires de cantines les informations nécessaires à la compréhension de la loi, des outils pour suivre les avancées et informer les convives





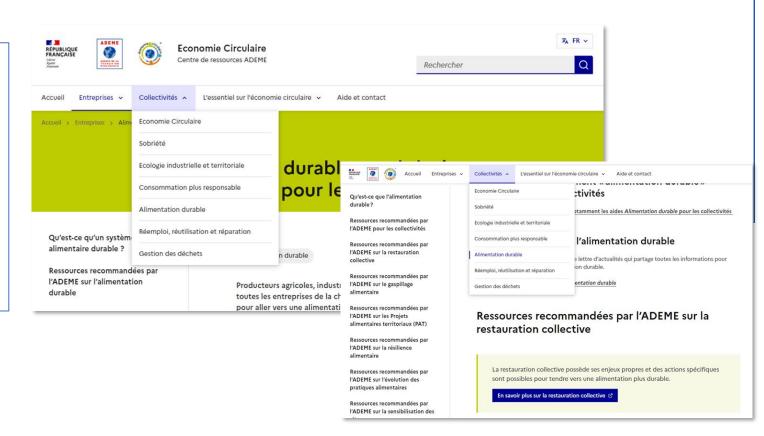






Les outils pour agir Centre de ressources Economie-circulaire.ademe.fr

- Boîte à outils de l'ADEME : plateforme destinée aux acteurs de la restauration collective avec des ressources disponibles concernant l'approvisionnement, les pratiques alimentaires, le gaspillage alimentaire, etc...
- Rappel du cadre réglementaire, outils pratiques et méthodologiques, espace de partage d'expériences.











Les outils pour agir

Focus sur quelques outils mis à disposition dans le centre de ressources Economie-circulaire.ademe.fr













Rejoindre des démarches d'engagement

Diversifier les protéines





S'approvisionner de façon durable





Substituer le plastique



Réseau Manger Bio, SCIC qui regroupe des plateformes de distribution bio locales et des partenaires sur l'ensemble du territoire français.

Plateforme Agrilocal, outil qui met en relation les acheteurs de la restauration collective et les fournisseurs de produits alimentaires sur un même territoire.









Avez-vous des questions?





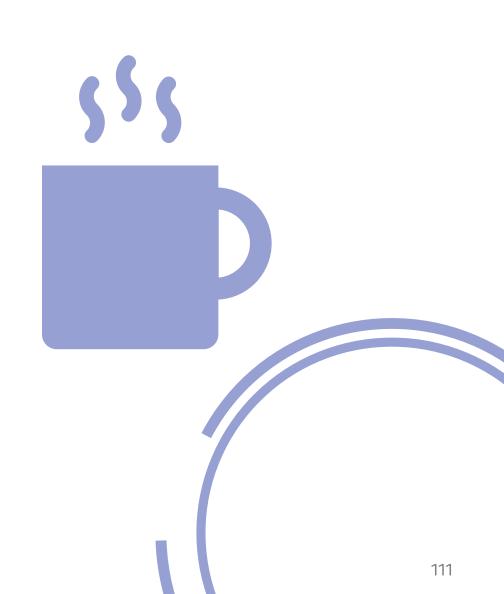






Pause café

Retour en salle à 15h10







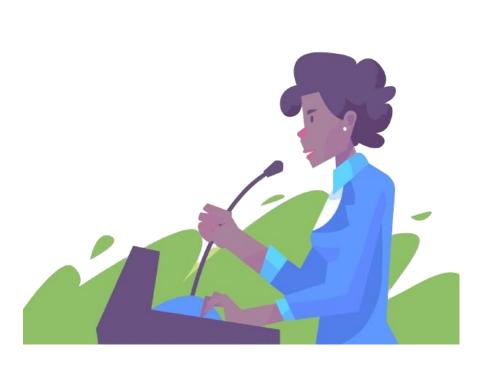








Communes de Vitrolles (13)



Les repas végétariens

à VITROLLES



La restauration scolaire à Vitrolles

- 2 800 repas / jour
- 16 restaurants scolaires : 12 maternelles et élémentaires

2 maternelles

2 élémentaires

- Des grandes variations de capacité : 50 à 350 repas / groupe scolaire
- Cuisine Centrale en ligison froide
- Concessionnaire GARIG depuis 2021
- Critère Cahier des Charges : **Alimentation Durable** dont <u>choix tous les</u> <u>jours repas "classique "ou "repas végétarien</u>" au même tarif
- **Profil " classique " ou " végétarien "** à déterminer lors de l'inscription, par orientation éthique ou religieuse
- Réservation des repas à l'avance

Les repas végétariens

- Choix tous les jours entre repas "classique" ou "végétarien" (sans viande, sans poisson) donc au-delà de l'obligation de la loi Egalim de 1fois/semaine, et "végétarien" pour tous 1x / semaine
- Remplacement dans le menu classique de l'élément carné par des protéines végétales, fromages, ou oeufs
- Le Cahier des Charges prévoit pour ces plats uniquement de la cuisine
 "maison" sans recours aux produits agro-alimentaires

D'autres changements de pratiques

- Lutte contre le plastique = arrêt des barquettes plastiques thermofilmées de conditionnement des plats chauds remplacées par bacs inox gastronormes dans tous nos restaurants scolaires (fin novembre 2024)
- Lutte contre la gaspillage alimentaire = campagnes de pesées dans les restaurants scolaires (en cours)
- Tri des déchets et valorisation des biodéchets via "Les Alchimistes" dans tous les restaurants scolaires
- Changement de composition de l'assiette principale : "classique" ou "végétarienne" + légumes et féculents chaque jour
- Augmentation des conditionnements collectifs à la place des conditionnements individuels: fromages, compote, yaourt, confiture, miel
- Légumerie en Cuisine Centrale pour travailler plus de légumes frais

Accompagnement au changement

Pour les équipes :

- Formations thématiques
- Accompagnement quotidien par un encadrement de proximité

Pour les parents :

- Informations via site de la Ville et Guichet Unique
- Commissions restauration
- Conseils d'écoles
- Livret de la Rentrée
- Magazine de la Ville

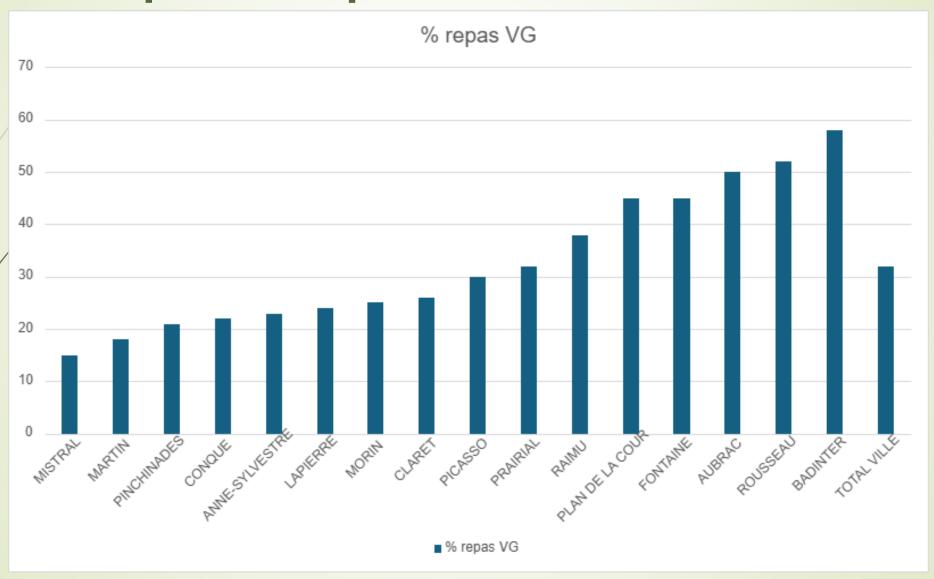
Pour les enfants :

- Participation aux campagnes de pesées
- Enquêtes de satisfaction
- Commission restauration

Les données chiffrées des Repas végétariens

- Moyenne de 900 repas végétariens/ jour sur un total de 2 800 repas /jour soit 32 % de la production
- Variable en fonction des écoles : de **12 à 120 repas** / jour Soit de **15 à 58 % des repas** / jour
- Les % de repas végétariens sont quasi similaires entre maternelles et élémentaires

Répartition par école



Les plats proposés

- Début de contrat : comme prévu au Cahier des Charges, proposition de plats végétariens "maisons" uniquement, souvent des plats composés complets : pas d'unanimité des enfants, car trop de légumes et légumineuses mélangés, différents de leurs habitudes alimentaires
- Actuellement : élargissement de l'offre avec introduction de plats de l'agro-alimentaire correspondant mieux aux goûts des enfants : boulettes, nuggets, panés à base de protéines végétales

Exemples de plats

brouillade d'oeuf

omelette

oeuf dur aïoli

quenelles

bolognaise de lentilles

lasagne végétarienne

dahl de lentilles

curry de legumes et pois chiche

Biryani

saucisse végétale

tarte au fromage

boulettes de soja

pané de blé

bouchée ricotta épinards

galettte ratatouille

croc veggie au fromage

falafels

nuggets de blé

émincé végétarien

bouchée tomate mozzarella

crêpe au fromage

capelletti au fromage

égréné de blé

Les points de vigilence

- Communication aux Familles
- Formation des équipes : agents de restauration, ATSEM, animateurs
 Pour expliquer le pourquoi et le comment du repas végétarien qui s'inscrit dans une Alimentation Durable.
- Tenir compte des habitudes alimentaires dans le choix des produits et des recettes
- Mesurer la satisfaction et le gaspillage pour faire évoluer l'offre alimentaire

Les perspectives d'évolution

- Embauche de 2 contrats civiques "Ambassadrices du Bien Manger " intervenant auprès des enfants et des équipes
- Formation "Cuisine Végétarienne" pour les équipes
- Echanges de pratiques avec d'autres Collectivités : PAT, Cantines Durables, Réseaux professionnels
- Poursuivre le développement des nouvelles recettes "maison" et la recherche des produits de l'agro-alimentaire







Avez-vous des questions?





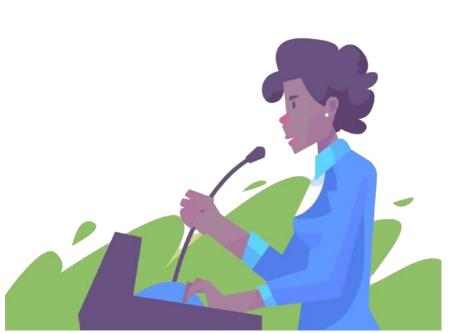






















Care







ÉMERGENCE du PAD communal Fin 2020

Objectif **100 % BIO** à atteindre en 2026



Care

	Arrivée de la chargée de mission en prestation de service		
Février 2021	Elaboration de la charte du projet		
Mars 2021 à décembre 2021	Diagnostic du territoire		
Mai 2021	Demande de subvention Plan France Relance		
Novembre 2021	Signature de la convention relative au projet « Projet alimentaire durable de Peymeinade »		
	Restitution du diagnostic aux membres du COPIL		
Décembre 2021	Présentation des plans d'actions : objectif 100% BIO et Gaspillage alimentaire		
	Départ de la chargée de mission en prestation de service		
Avril 2022	Recrutement chargée de projet contractuelle membre du service		
Juin 2022	Elaboration du bilan intermédiaire technique et financier		
Juillet 2022	1er COPIL PAD		
Août 2022	Elaboration du plan d'actions pour l'année scolaire 2022/2023		
Décembre 2022	2 ^{ème} COPIL PAD		
Juin 2023	Fin de la convention relative au « Projet Alimentaire durable de Peymeinade »		
Juillet Août 2023	Elaboration du rapport final		
Septembre 2023	Dernier COPIL		



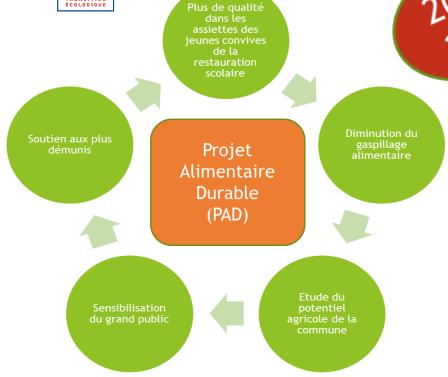


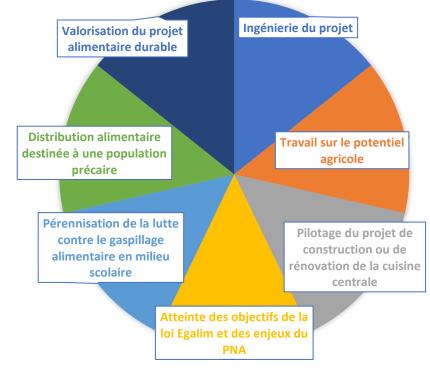














5 AXES / 8 ACTIONS Aide du Plan France Relance = 143 000 euros

Subvention sur 40% max du coût matériel, subvention sur 80% max du coût immatériel.







Ville de Pevmeinade

690 repas scolaires préparés chaque jour

Projet Alimentaire Territorial du Pavs de Grasse

Labellisée pour son Projet Alimentaire Durable

De janvier à décembre 2024 :



88% de denrées de qualité répondant à la loi Egalim dont 78% de BIO

La Restauration Scolaire 2024 en chiffres

23 agents

1 directrice 1 responsable 2 cuisiniers 1 livreur 4 responsables de sites 14 agents de restauration

320 000 € de budget annuel dédié à l'achat de denrées de qualité



De nombreuses actions de lutte contre le gaspillage alimentaire Environ 58g par repas (résultats défi Assiettes Vides-Nov23)

(moyenne nationale 120g)



82,81% du pain BIO



100%

des fruits et légumes frais BIO dont 56,29% BIO et locaux





100%

des poissons labellisés pêche durable MSC



94,68% des produits frais (laitages, fromages, beurre, œufs) BIO ou AOP



100% des viandes BIO ou Label Rouge

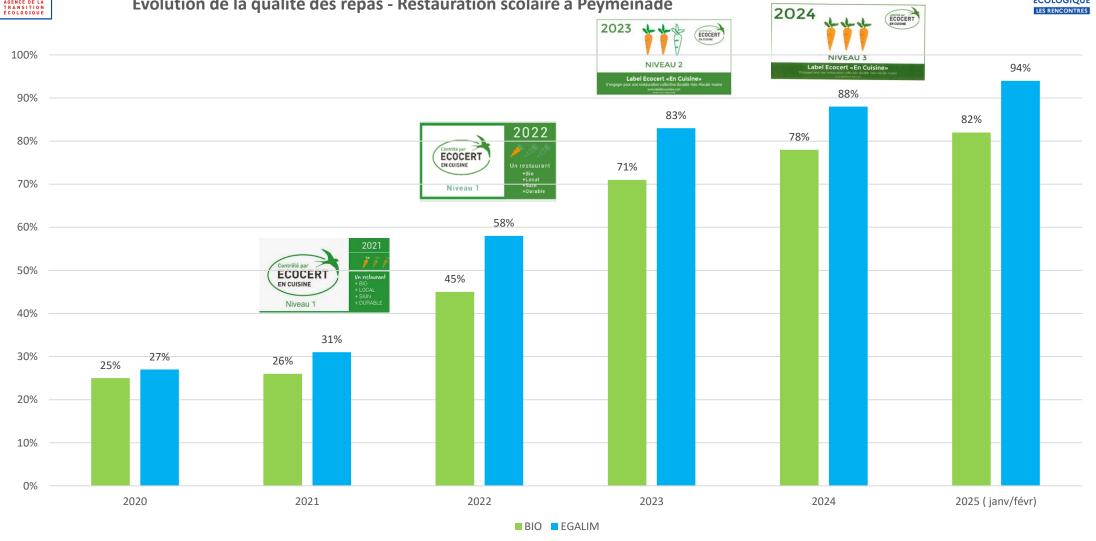
Mise à jour juin 2024





Évolution de la qualité des repas - Restauration scolaire à Peymeinade

















Liberté Égalité Fraternité

POUR UN BUDGET MAITRISÉ



Des actions

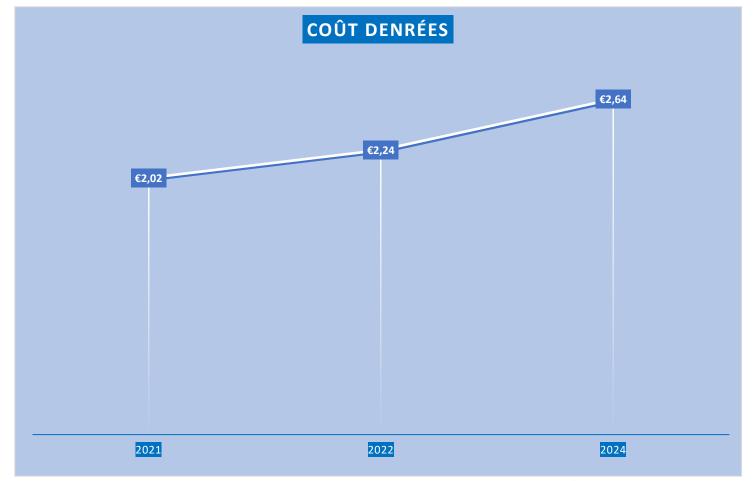
<u>de lutte contre</u>

<u>le gaspillage alimentaire</u>

(de la production
à l' assiette)

et <u>renouvellement des</u>

<u>marchés publics.</u>













Petit retour de nos cuisiniers

https://www.youtube.com/watch?v=rk_xiHB7GSw







Les points positifs	Les points de vigilance	TRANSITION ÉCOLOGIQUE LES RENCONTRES	
Projet fédérateur pour l'ensemble du service Education	Approvisionnement BIO/ trouver des fournisseurs / sourcing		
Valorisation des pratiques (label ECOCERT, Label PAT pays de Grasse, subvention France AGRIMER)	Temps à consacrer de sensibilisation		
Création d'un réseau et reconnaissance des partenaires	Faire accepter le changement de pratique (achats BIO, vaisselle, menus végé, produits ECOCERT		
Travailler des produits de qualité (bio, label) (moins de perte dans la viande, plus de goût)	Relancer les marchés publics		
Sensibilisation des convives, agents, grand public avec une adhésion commune	Adapter le budget		
Satisfaction des convives			
Proximité avec les producteurs		entaire Territorial	
Labellisée pour son Projet Alimentaire Durable			





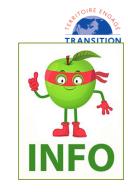
Ville de Peymeinade



Une dynamique collective autour d'un projet fédérateur :

- Une commission restauration innovante et participative.
- L' implication des personnels : animations pédagogiques, incitation et sensibilisation des enfants, organisation de défis « assiettes vides » ...
- L'accompagnement et la formation des agents, de nouveaux critères de recrutement.
- La valorisation du PAD; communication multiple et régulière ex : la mascotte anti-gaspillage alimentaire !
- Des partenariats : la CAPG, la CAPG, Maison du commerce équitable, le commerce local SOBIO ...

















Pour un avenir durable



- Une réorganisation des services ; de nouvelles responsabilités
- Installation d'un site de compostage à la cuisine centrale
- Des investissements durables ex : la vaisselle cantine
- Accompagnement par une diététicienne ex contrôle PA
- Un logiciel de gestion de la restauration collective SALAMANDRE
- Poursuite des démarches de labellisation et d'AAP
- Un nouvel outil de travail en projet; la création d' une deuxième cuisine centrale communale, service prévu en sept 2025 pour répondre aux besoins croissants et aux normes actuelles.

... et d'autres projets ex une épicerie sociale communale !





REPORTAGE VIDEO
CUISINE MISTRAL - PEYMEINADE

















Merci de votre écoute

Durablement vôtre











Avez-vous des questions?



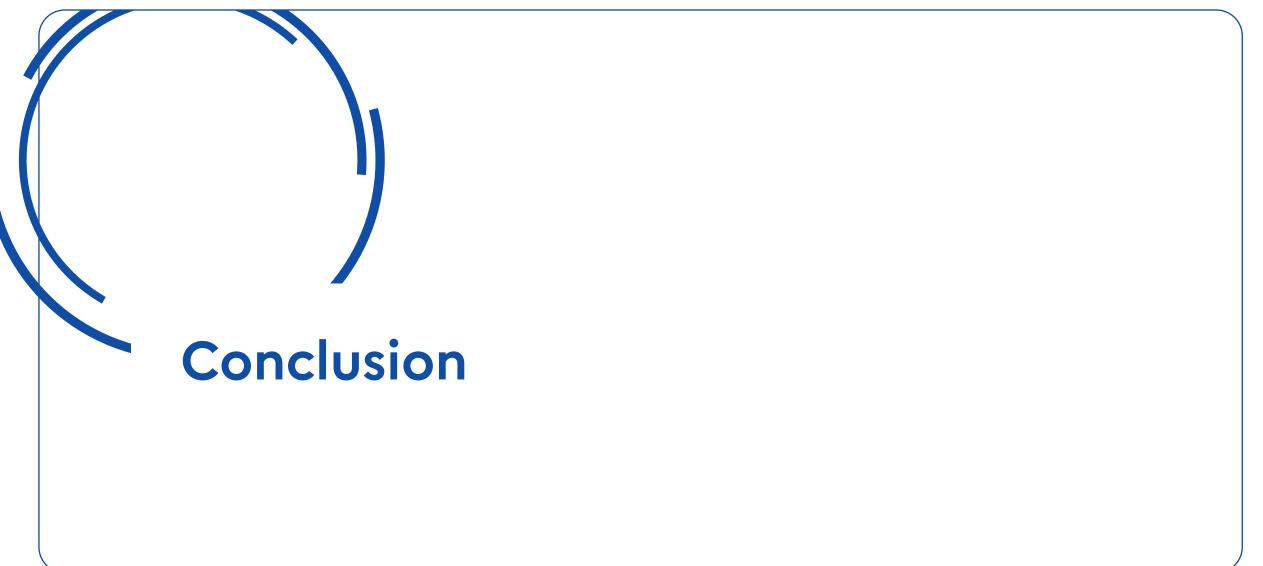


















A la suite de cet atelier ...

Le déroulé de la journée, ses apports, les points à améliorer, les compléments nécessaires, ... nous sommes preneurs de vos retours!

- ✓ Retrouvez dès ce soir dans votre boîte mail le lien pour répondre au questionnaire de satisfaction (5 min)
- ✓ Retrouvez également des ressources complémentaires dans votre Espace Personnel, sur le site TETE
- ✓ Parlez-en autour de vous!

Nous vous remercions de prendre 5 minutes pour répondre à ce questionnaire de satisfaction. Vos réponses permettront d'améliorer l'offre des Rencontres Territoire Engagé Transition Ecologique de l'ADEME. 1) *De 1 à 5, comment évaluez-vous la qualité générale de la Rencontre ? ⊙ 5/5 - Très satisfaisant O 4/5 - Satisfaisant O 3/5 - Moyennement satisfaisant O 2/5 - Peu satisfaisant O 1/5 - Pas du tout satisfaisant 2) *De 1 à 5, comment évaluez-vous la qualité du contenu technique partagé lors de la Rencontre ? 5/5 - Très satisfaisant O 4/5 - Satisfaisant O 3/5 - Moyennement satisfaisant O 2/5 - Peu satisfaisant O 1/5 - Pas du tout satisfaisant 3) *De 1 à 5, comment évaluez-vous la pertinence des intervenant.e.s (expertises, témoignages ...) présent.e.s à la Rencontre ? 5/5 - Très satisfaisant O 4/5 - Satisfaisant O 3/5 - Movennement satisfaisant O 2/5 - Peu satisfaisant

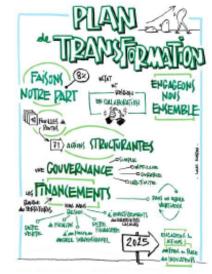




Liberté Égalité Fraternité

Le plan de transformation écologique et énergétique en résumé

16 feuilles de routes thématiques



505 actions détaillées 71 actions structurantes répondants aux enjeux :

- Atténuation du changemen climatique
- Adaptation au changement climatique
- Préservation des ressources
- Prévention des pollutions
- Protection de la biodiversité

MIEUX SE LOGER

Bâtiment

Urbanisme et aménagement

MIEUX SE NOURRIR
Agriculture
Alimentation

MIEUX SE DÉPLACER

Transports de marchandises

Déplacement de voyageurs

MIEUX PRODUIRE Production des biens Production d'énergie MIEUX CONSOMMER
Achats publics durables
Économie circulaire et
déchets

Tourisme, événementiel

MIEUX PRÉSERVER ET VALORISER
NOS ÉCOSYSTÈMES
Forêt
Eau et milieux aquatiques
Mer
Biodiversité

EMPLOIS ET COMPÉTENCES



Fraternité





Feuille de route

ALIMENTATION

4 actions structurantes

16 actions à déployer dès 2025

Favoriser la mise en place de la loi EGAlim en restauration collective

En 2025 :

- Promouvoir l'achat les légumineuses, les produits bio et l'approvisionnement direct
- Promouvoir la végétalisation des assiettes et la consommation de viandes et poisson de qualité et durable
- Dispositif cantines à 1 euro
- Développer le programme lait et fruits à l'école pour financer l'approvisionnement en produits sous SIQO

Développer le « local » dans les circuits de distribution et en restauration hors foyer

En 2025 :

- Promouvoir les produits sous SIQO et développer le label 100% valeurs du
- •Déployer les PAT sur l'ensemble du territoire régional et aider à la structuration des filières durables et locales
- •Investir sur des outils de transformation des produits agricoles locaux
- •Expérimenter et organiser la transformation des produits de la mer
- •Permettre l'accès à des épiceries sociales et solidaires de proximité accessibles à tous

Promouvoir une alimentation durable et responsable par la communication et l'éducation

En 2025 :

- Mettre en place des actions grand public pour promouvoir une alimentation durable
- Former des éducateurs au gout et à l'alimentation durable
- Mettre en place des actions d'éducation au goût et à l'alimentation durable pour le public
- Mise en place des actions éducatives dans le cadre de PLFE

Encourager la sobriété écologique de la chaine alimentaire en luttant contre le gaspillage et en accompagnant la filière déchets

En 2025 :

- •Promouvoir la pratique du don, du glanage et de l'achat et valorisation de produits agricoles et alimentaires « hors normes », pour réduire le gaspillage alimentaire et favoriser l'accès à tous à des produits sains et durables
- Favoriser la mise en place d'expérimentation autour de caisses locales de l'alimentation
- •Encourager la mise en place d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire et de réduction de l'usage des plastiques en restauration collective









Plateforme des Rencontres

N'hésitez pas à aller la plateforme des Rencontre Territoire Engagé pour retrouver les documents liés à cette formation et pour plus d'information sur les différentes Rencontres proposées dans votre région!

https://rencontres.territoiresentransitions.fr/

· Merci!

Pour toute question, vous pouvez contacter:

- ✓ La coordinatrice des Rencontres : jeanne.tilly@ademe.fr
- √ Votre DR ADEME

